

Rapport de gestion 2008

# Tribunal fédéral

---



<b>Partie générale</b>	<b>6</b>
<b>Composition du Tribunal</b>	<b>6</b>
<b>Organisation du Tribunal</b>	<b>9</b>
<b>Volume des affaires</b>	<b>9</b>
<b>Coordination de la jurisprudence</b>	<b>10</b>
<b>Administration du Tribunal</b>	<b>10</b>
<b>Surveillance des Tribunaux de première instance</b>	<b>12</b>
<b>Collaboration avec les Tribunaux de première instance</b>	<b>13</b>
<b>Commission fédérale de remise de l'impôt fédéral direct</b>	<b>13</b>
<b>Cour européenne des Droits de l'Homme</b>	<b>14</b>
<b>Indications à l'intention du législateur</b>	<b>15</b>
<b>Statistiques</b>	<b>18</b>

## Rapport de gestion du Tribunal fédéral 2008

---

17 février 2009

Madame la Présidente,  
Mesdames et Messieurs les Députés au Conseil national et au Conseil  
des Etats,

Conformément à l'article 3 de la loi sur le Tribunal fédéral, nous vous  
adressons notre rapport de gestion pour l'année 2008.

Nous vous prions d'agréer, Madame la Présidente, Mesdames et Mes-  
sieurs les Députés au Conseil national et au Conseil des Etats, l'assu-  
rance de notre haute considération.

Au nom du Tribunal fédéral

Le Président:	Lorenz Meyer
Le Secrétaire général:	Paul Tschümperlin

# Partie générale

## Composition du Tribunal

---

### Organes directeurs

#### Présidence

Président: Arthur Aeschlimann  
Vice-Présidente: Susanne Leuzinger

#### Commission administrative

Président: Arthur Aeschlimann  
Vice-Présidente: Susanne Leuzinger  
Membre: Lorenz Meyer

#### Conférence des présidents

Président: Bernard Corboz, Président de la I<sup>re</sup> Cour de droit civil  
Membres: Ulrich Meyer, Président de la II<sup>e</sup> Cour de droit social  
Roland Schneider, Président de la Cour de droit pénal  
Michel Féraud, Président de la I<sup>re</sup> Cour de droit public  
Niccolò Raselli, Président de la II<sup>e</sup> Cour de droit civil  
Thomas Merkli, Président de la II<sup>e</sup> Cour de droit public  
Rudolf Ursprung, Président de la I<sup>re</sup> Cour de droit social

#### Etat-major des organes directeurs

Secrétaire général: Paul Tschümperlin  
Secrétaire général suppléant: Jacques Bühler

### Cours

#### Première Cour de droit public

Président: Michel Féraud  
Membres: Heinz Aemisegger  
Arthur Aeschlimann  
Bertrand Reeb  
Jean Fonjallaz  
Ivo Eusebio

#### Deuxième Cour de droit public

Président: Thomas Merkli  
Membres: Adrian Hungerbühler  
Robert Müller  
Danielle Yersin (jusqu'au 30.6.)  
Peter Karlen  
Florence Aubry Girardin  
Yves Donzallaz (dès le 1.7.)

#### Première Cour de droit civil

Président: Bernard Corboz  
Membres: Kathrin Klett  
Vera Rottenberg Liatowitsch  
Gilbert Kolly  
Christina Kiss

### **Deuxième Cour de droit civil**

Président: Niccolò Raselli  
Membres: Elisabeth Escher  
Lorenz Meyer  
Fabienne Hohl  
Luca Marazzi  
Laura Jacquemoud

### **Cour de droit pénal**

Président: Roland Schneider  
Membres: Hans Wiprächtiger  
Pierre Ferrari  
Dominique Favre  
Andreas Zünd  
Hans Mathys

### **Première Cour de droit social**

Président: Rudolf Ursprung  
Membres: Ursula Widmer  
Alois Lustenberger  
Susanne Leuzinger  
Jean-Maurice Frésard

### **Deuxième Cour de droit social**

Président: Ulrich Meyer  
Membres: Aldo Borella  
Yves Kernén  
Hansjörg Seiler

### **Commission de recours**

Président: Robert Müller  
Membres: Vera Rottenberg Liatowitsch  
Yves Kernén  
en matière de personnel également: Jean-Marc Berthoud  
Thomas Hugi Yar  
Suppléants: Antoine Thélin  
Josef Fessler

## Composition du Tribunal

Durant l'exercice écoulé, la charge de président du Tribunal a été exercée par Arthur Aeschlimann et celle de vice-présidente par Susanne Leuzinger. Le 3 décembre 2008, l'Assemblée fédérale a élu Lorenz Meyer président et Susanne Leuzinger vice-présidente du Tribunal fédéral pour les années 2009 et 2010. Pour cette même période, la Cour plénière a élu, le 14 octobre 2008, Gilbert Kolly en qualité de troisième membre de la Commission administrative. Elle s'est aussi constituée elle-même par décisions des 28 octobre et 24 novembre 2008 pour les années 2009 et 2010.

La Juge fédérale Danielle Yersin a donné sa démission pour fin juin 2008. Le 19 mars 2008, l'Assemblée fédérale a élu Yves Donzallaz, Vétroz/VS, avocat et notaire, pour lui succéder. Il est entré en fonction le 1<sup>er</sup> juillet 2008.

A la fin de l'année écoulée, le Président du Tribunal fédéral Arthur Aeschlimann, la Juge fédérale Ursula Widmer Wehrli et le Juge fédéral Adrian Hungerbühler ont donné leur démission. Le Juge fédéral Alois Lustenberger a quitté ses fonctions pour raison d'âge à fin décembre 2008.

Le 1<sup>er</sup> octobre 2008, l'Assemblée fédérale a élu Brigitte Pfiffner Rauber, Zurich, vice-présidente du Tribunal des assurances so-

ciales du canton de Zurich, Martha Niquille, Saint-Gall, juge au Tribunal cantonal du canton de Saint-Gall, Marcel Maillard, Altdorf, greffier au Tribunal fédéral et Nicolas von Werdt, Berne, avocat et juge fédéral suppléant, en qualité de nouveaux membres du Tribunal fédéral. Dans le même temps, les 34 membres actuels ont été réélus pour la période administrative 2009–2014.

En date du 1<sup>er</sup> janvier 2008, 31 juges suppléants se trouvaient à disposition du Tribunal fédéral. Le 7 janvier 2008, Michel Wuilleret s'est retiré de sa fonction avec effet immédiat. Conformément à l'art. 1<sup>er</sup> let. b de l'ordonnance sur les postes de juges, le nombre de juges suppléants devait être réduit à 19 pour le 31 décembre 2008. Rudolf Ackeret, Alfred Bühler, Philippe Gardaz, Martin Killias, Jean-Pierre Pagan, Christoph Rohner, Isabelle Romy, Daniel Staffelbach, Hermann Walser et Pierre Zappelli ont cessé leur activité à la fin de l'exercice examiné. Les 19 juges suppléants restants ont été réélus par l'Assemblée fédérale le 3 décembre 2008 pour la période administrative 2009–2014.

Le Tribunal a définitivement engagé en qualité de *greffier*, respectivement de *greffière*: Adrian Rapp, André Holzer, Hans Ettlin, Johanna Dormann, Angelika Feldmann, Ombline de Poret et Denise Gut.

## Organisation du Tribunal

L'organisation du Tribunal est restée inchangée au cours de l'exercice examiné. Pour la nouvelle période 2009/2010, la Cour plénière a décidé, le 30 juin 2008, d'octroyer dix membres au site de Lucerne, afin que deux cours de cinq juges puissent être formées à nouveau. Pour atteindre ce but, la Cour de droit pénal à Lausanne ne comptera plus que cinq membres au lieu de six. Simultanément, le traitement des recours concernant le personnel du secteur public a passé de la compétence de la 1<sup>re</sup> Cour de droit public dans celle d'une cour de droit social. Par décision du 14 octobre 2008, ce domaine a été attribué à la 1<sup>re</sup> Cour de droit social et la répartition des tâches entre les deux cours de droit social a été revue. Le 24 novembre 2008, la Cour plénière a décidé de ne pas changer la répartition actuelle des domaines de compétence entre la 1<sup>re</sup> Cour de droit public et la Cour de droit pénal.

La *fusion matérielle* entre le siège de Lausanne et le site de Lucerne s'est poursuivie avec succès pendant l'année écoulée. Les deux tribunaux autrefois indépendants forment aujourd'hui un tout. La fusion est devenue réalité et ne donne lieu à aucun problème particulier, si ce n'est l'éloignement géographique.

La collaboration entre les organes directeurs est renforcée conformément à la décision de la Cour plénière du 30 juin 2008. Dès le 1<sup>er</sup> janvier 2009, le Président du Tribunal fédéral, qui préside d'office la Commission administrative, participera avec voix consultative dorénavant à toutes les séances et décisions de la Conférence des présidents.

Au *Secrétariat général*, un deuxième poste d'adjoint du Secrétaire général a été créé; il est occupé par Lorenzo Egloff. Dans le même temps, les services administratifs de la chancellerie et de l'exploitation ont été scindés.

## Volume des affaires

Les statistiques (pages 18 ss) renseignent sur le volume des affaires de façon détaillée. Les affaires introduites s'élèvent à 7147 unités (année précédente 7195). A Lausanne, elles ont reculé de 112 unités pour atteindre le chiffre de 4983 (année précédente 5095), tandis qu'à Lucerne elles ont augmenté de 64 unités pour atteindre le chiffre de 2164 (année précédente 2100).

Si l'on compare la charge de travail qui résulte des recours déposés en vertu de l'OJ avec ceux déposés selon la LTF, il convient de prendre en considération qu'en vertu de la LTF beaucoup d'affaires, qui auparavant étaient portées devant le Tribunal fédéral au moyen de deux recours, sont jugées en une seule procédure. En calculant selon l'OJ, les statistiques 2008 devraient être augmentées de 893 cas (année précédente 773), ce qui porterait le nombre des affaires introduites à 8040.

Le Tribunal a statué sur 7515 affaires (année précédente 7995). Ceci a notamment permis aux deux cours de droit social de réduire le nombre d'affaires pendantes de 383 unités. A Lausanne, les cinq cours ont liquidé 14 affaires de moins que celles qui sont entrées. Une affaire relevant de l'exercice du pouvoir de surveillance était encore pendante à la fin de l'année. Le Tribunal a reporté au total 2285 affaires à l'année suivante (année précédente 2653).

Le volume des affaires du Tribunal fédéral est resté stable à un haut niveau. Les cours arrivent à le maîtriser en liquidant les affaires dans un délai convenable, mais parfois au détriment de l'examen approfondi qui serait nécessaire. La durée moyenne de procédure s'est élevée à 151 jours (année précédente 155 jours).

Le Tribunal a été invité par le Parlement, le Conseil fédéral et l'administration fédérale à prendre position sur 25 projets de révision de lois ou d'ordonnances (année précédente 35). Il a rédigé une prise de position dans 9 cas (année précédente 12).

## Coordination de la jurisprudence

---

Le 31 mars 2008, la Conférence des présidents a adopté la directive n° 5 sur les références dans les décisions du Tribunal fédéral en vue d'une présentation uniforme des arrêts. Les règles de citation formelles ont ensuite été mises à jour et approuvées par la Conférence des présidents le 29 septembre 2008.

La coordination de la jurisprudence entre les cours selon l'art. 23 al. 2 LTF a débouché sur quatre décisions des cours réunies qui ont force obligatoire pour la cour appelée à statuer. La décision du 31 mars 2008 a été adoptée lors d'une séance commune des sept cours. Conformément à celle-ci et comme sous l'empire de l'OJ, l'examen de la proportionnalité des décisions fondées sur le droit cantonal indépendamment de toute atteinte à un droit fondamental est limité à l'arbitraire.

## Administration du tribunal

---

### Juges suppléants

Les juges suppléants ont établi 365 rapports et propositions (année précédente 414). Ils y ont consacré 749 jours de travail (année précédente 1052). Les coûts totaux des juges suppléants se sont élevés à 996 000 fr. (année précédente 1 460 000 fr.).

### Controlling

Le programme informatique relatif au concept de controlling approuvé par la Commission de gestion a été achevé en 2008. Il permet à la Commission de gestion de disposer d'un nombre accru de données de controlling pour l'exercice 2008.

Dans le cadre du projet à long terme destiné à permettre une pondération des affaires, les premiers résultats intermédiaires sont connus. Ils doivent encore être consolidés par des données complémentaires. Le projet sera poursuivi en 2009.

### Personnel

En 2008, le Tribunal fédéral comptait 38 postes de juges. L'effectif du personnel s'élevait à 279,4 postes dont 127 postes de greffiers.

L'augmentation du salaire réel du personnel de la Confédération, le changement de primauté dans la prévoyance en faveur du personnel et le nouveau modèle d'horaire de travail fondé sur la confiance (avec renonciation à la compensation des heures de travail supplémentaires par des congés en faveur d'une indemnisation forfaitaire) ont rendu nécessaires des adaptations de l'ordonnance sur le personnel du Tribunal fédéral (décisions de la Cour plénière des 2 juin, 21 août et 23 décembre 2008).

### Informatique

Le 14 mars 2008, l'entreprise KPMG SA, Zurich, a rendu son rapport concernant l'audit de l'informatique du Tribunal fédéral. Pour l'essentiel, le rapport constate que: le Service informatique du Tribunal fédéral est organisé de façon appropriée; l'informatique est efficiente du point de vue économique; la stratégie OpenSource est orientée vers l'avenir et les applications en service peuvent être comparées aux applications Microsoft; la jeune orga-

nisation du Tribunal administratif fédéral et la collaboration à instituer ont constitué des défis sur le plan de la conduite et de l'organisation; enfin, les décisions concernant les projets devaient être prises de manière consensuelle.

Le Tribunal fédéral a approuvé les résultats de l'audit et, le 17 mars 2008, il a offert au Tribunal administratif fédéral des structures de conduite paritaires et consensuelles en matière informatique. Il lui a également proposé la conclusion de nouveaux contrats. Le 9 juillet 2008, le Tribunal fédéral a précisé qu'une fois les tâches courantes liquidées, la stratégie informatique pourrait également faire l'objet d'un examen commun.

Le 17 mars 2008, l'entreprise PriceWaterhouseCoopers a remis au groupe de travail «IT-Tribunal fédéral» une étude sur les coûts de l'informatique des tribunaux de la Confédération. Selon cette étude, une informatique commune au Tribunal fédéral et au Tribunal administratif fédéral permettrait une économie annuelle de 17% ou 1,8 mio de francs. Le Tribunal fédéral a également approuvé cette étude.

Le 16 mai 2008, les Commissions des finances et les Commissions de gestion ont informé les tribunaux fédéraux qu'il leur incombait d'organiser eux-mêmes leur informatique et qu'elles attendaient d'eux une collaboration judicieuse dans ce domaine, ce qui ne signifie aucunement que le Tribunal fédéral doit se charger lui-même de l'informatique des autres tribunaux. La décision concernant la poursuite de la collaboration a ainsi été confiée séparément à chacun des tribunaux.

La Cour plénière du Tribunal administratif fédéral a décidé le 30 octobre 2008 qu'à l'avenir celui-ci n'aurait plus recours aux services du Tribunal fédéral pour ses prestations informatiques. Le Tribunal fédéral a accepté cette décision prise par le Tribunal administratif fédéral dans le cadre de son autonomie administrative, tout en la regrettant. Le 12 novembre 2008, conformément à ce qu'il avait envisagé pour ce cas de figure, le Tribunal fédéral a résilié pour fin 2009 les contrats en cours relatifs à la mise à disposition et à l'exploitation de l'infrastructure informatique. Parallèlement, le Tribunal fédéral a initialisé un projet visant à redimensionner son service informatique.

Par décision du 23 septembre 2008, la Cour plénière a adapté le règlement du Tribunal fédéral sur la communication électronique à l'ordonnance édictée par le Conseil fédéral pour l'administration fédérale.

### **Information**

En 2008, le Tribunal fédéral a publié 265 arrêts dans le Recueil officiel des arrêts du Tribunal fédéral (année précédente 303). A l'exception de 7 cas, toutes les décisions finales ont été mises en ligne sur internet afin de garantir la transparence de la jurisprudence. Les dispositifs de tous les jugements ont été mis à disposition du public dans le hall d'entrée du Tribunal fédéral à Lausanne.

### **Relations avec d'autres tribunaux**

Du 17 au 19 janvier 2008, le Tribunal fédéral s'est rendu à Vienne pour des entretiens avec la Cour européenne des droits de l'homme, la Cour de justice des Communautés européennes, les Cours constitutionnelles d'Allemagne et d'Autriche ainsi que le «Staatsgerichtshof» du Liechtenstein. Du 2 au 6 juin 2008, le Tribunal fédéral a participé au 14<sup>e</sup> Congrès des Cours constitutionnelles européennes qui s'est tenu à Vilnius (Lituanie). Du 17 au 20 septembre 2008, le Tribunal fédéral a rencontré à Leipzig les tribunaux administratifs suprêmes des pays germanophones et les 20 et 21 novembre 2008, à Karlsruhe, il a eu d'autres entretiens avec la Cour constitutionnelle allemande. En février, le Président du Tribunal fédéral a répondu à une invitation du tribunal suprême du Brésil. Les 2 et 3 novembre 2008, il a représenté le Tribunal fédéral à Paris pour la commémoration du 50<sup>e</sup> anniversaire du Conseil constitutionnel français et les 17 et 18 octobre 2008, il l'a représenté pour la première fois en qualité d'invité lors de la Réunion des tribunaux suprêmes de l'UE qui s'est tenue à Vienne. Du 8 au 13 juillet 2008, le président de la Conférence des présidents a représenté le Tribunal fédéral à Libreville (Gabon) lors de la cinquième Conférence de l'ACCPUF, une association francophone des Cours constitutionnelles. Le Tribunal fédéral a par ailleurs coopéré au sein du «Conseil consultatif de Juges européens» et de la «Commission européenne pour l'efficacité de la Justice», deux organes du Conseil de l'Europe.

## **Finances**

Au cours de l'exercice et conformément aux directives de l'Administration fédérale des finances, le Tribunal fédéral a réalisé le nouveau système de contrôle interne ICS pour les processus relatifs aux finances. Le Contrôle fédéral des finances a procédé à une révision d'unité administrative auprès du Tribunal fédéral. Dans le rapport du 7 novembre 2008, le Service des finances et de la comptabilité du Tribunal fédéral a été bien noté. Le Tribunal fédéral a pris position sur les cinq recommandations le 15 décembre 2008.

Les comptes du Tribunal fédéral pour l'exercice écoulé présentent un total de dépenses de 76 133 000 fr. et un total de recettes de 15 916 000 fr. Le taux de couverture s'élève ainsi à 20,9%. Des émoluments judiciaires ont été encaissés pour un montant de 10 980 000 fr. Les pertes effectives pour créances irrécouvrables s'élèvent à 867 000 fr., soit 7,57% des émoluments judiciaires facturés. 39 000 fr. ont pu être encaissés sur des créances amorties précédemment.

Les prestations fournies au TAF se sont élevées à 3 356 000 fr.

## **Surveillance des tribunaux de première instance**

---

### **Séances**

Le 11 avril 2008, le Tribunal fédéral a traité séparément avec le Tribunal pénal fédéral et le Tribunal administratif fédéral les comptes 2007, le budget 2009 ainsi que des questions générales relevant du droit de surveillance. Les questions concernant l'ensemble des tribunaux ont été abordées en commun. Une séance ultérieure en matière de surveillance réunissant le Tribunal fédéral et le Tribunal administratif fédéral s'est déroulée sur le second site de celui-ci à Zollikofen le 1<sup>er</sup> septembre 2008. Une rencontre entre le Tribunal fédéral et le Tribunal pénal fédéral a eu lieu le 3 septembre 2008 à Lucerne.

### **Rapports**

Fondé sur le concept concernant les affaires périodiques en matière de surveillance, l'établissement de rapports trimestriels permet à l'autorité de surveillance de se faire une bonne idée de la situation des tribunaux de première instance.

### **Dénonciations en matière de surveillance**

Quatre dénonciations en matière de surveillance ont été déposées auprès du Tribunal fédéral. Deux concernaient le Tribunal pénal fédéral et deux le Tribunal administratif fédéral. Le Tribunal fédéral n'a pas donné suite à trois d'entre elles. Une dénonciation dirigée contre le Tribunal administratif fédéral était encore pendante à la fin de l'exercice écoulé.

## Collaboration avec les tribunaux de première instance

---

La collaboration à l'échelon des services a également été bonne et parfois intensive au cours de la deuxième année depuis la mise en place de la nouvelle organisation judiciaire fédérale.

Le Tribunal pénal fédéral n'a plus participé aux séances de la Conférence informatique. Le Tribunal administratif fédéral s'est quant à lui déclaré disposé à envoyer encore des représentants aux réunions de cet organe de coordination jusqu'à la séparation des structures informatiques.

Les secrétaires généraux des trois tribunaux se sont réunis le 21 janvier 2008 pour échanger des informations et leurs expériences.

## Commission fédérale de remise de l'impôt fédéral direct

---

Par décision du 20 octobre 2008, Peter Agner a été réélu président et Arthur Gross vice-président de la Commission fédérale de remise de l'impôt fédéral direct pour la période administrative 2009 à 2014.

## Cour européenne des droits de l'homme

---

Durant l'exercice examiné, la Cour européenne des droits de l'homme a enregistré 155 recours contre la Suisse (année précédente 148) sur les 325 mémoires déposés (année précédente 330). Parmi ceux-ci, 94 affaires concernaient des procédures du Tribunal fédéral, 4 affaires des procédures du Tribunal pénal fédéral et 7 affaires des procédures du Tribunal administratif fédéral. 50 affaires étaient dirigées contre d'autres autorités.

L'agent de la Suisse auprès de la Cour a invité le Tribunal fédéral à déposer un mémoire dans 17 affaires (année précédente 13).

La Cour européenne des droits de l'homme a constaté une violation de la Convention par la Suisse dans chacune des quatre affaires examinées au fond durant l'exercice écoulé (année précédente 6 violations) et dans lesquelles le Tribunal fédéral avait statué en dernière instance nationale. L'affaire Hadri-Vionnet concernait le transport et l'inhumation d'un enfant mort-né sans consultation des proches (violation de l'art. 8 CEDH); l'affaire Meloni, le prononcé d'une détention provisoire (violation de l'art. 5 par. 1 let. c CEDH); l'affaire Emre, l'expulsion administrative du territoire suisse (violation de l'art. 8 CEDH) et l'affaire Carlson, le non-retour d'un enfant aux Etats-Unis (violation de l'art. 8 CEDH). Quatre autres requêtes ont été déclarées irrecevables ou radiées du rôle.

# Indications à l'intention du législateur

## Commission administrative

Dans le cadre des délibérations sur le budget, la Commission des finances du Conseil national s'est penchée sur une motion de commission visant à lever la surveillance administrative des tribunaux de première instance par le Tribunal fédéral, avant d'ajourner son traitement pour procéder à des investigations complémentaires. La Commission judiciaire a transmis aux Commissions des affaires juridiques un rapport intitulé «Renforcement de l'indépendance des tribunaux fédéraux et clarification des rapports tribunaux-Parlement». Selon le Tribunal fédéral, il faut aborder la question de la surveillance ainsi que la position des tribunaux et les rapports entre le Parlement et les tribunaux d'une manière globale si la solution en vigueur ne permet pas une pratique satisfaisante.

## I<sup>e</sup> Cour de droit civil

L'art. 23 de la loi sur les fors (de même que le nouvel art. 33 du Code de procédure civile suisse) prescrit, pour des *actions en matière de bail à loyer ou à ferme immobilier*, la compétence du tribunal du lieu où est situé l'immeuble. Dans les rapports internationaux, l'art. 16 ch. 1 let. a de la Convention de Lugano prévoit, suivant le même principe, que les tribunaux de l'Etat contractant où l'immeuble est situé sont seuls compétents. La Convention de Lugano ne détermine pourtant ici que la compétence internationale, pas le for. Si la chose immobilière sur laquelle portent des actions en matière de baux à loyer ou à ferme est sise en Suisse, la compétence à raison du lieu est donc fixée par la LDIP. Mais, d'après l'art. 112 al. 1 LDIP, les tribunaux du domicile ou de la résidence habituelle du défendeur sont en premier lieu compétents *ratione loci*. Cette réglementation a conduit, dans une affaire jugée le 16 mai 2008 (ATF 134 III 475), à ce que les propriétaires d'unités d'étages, qui avaient cédé par des contrats similaires leurs appartements à la même administratrice afin qu'ils soient reloués sous une forme hôtelière, devaient ouvrir action à des fors différents, selon que leur domicile se situait en Suisse ou à l'étranger. En accord avec la doctrine majoritaire, ce résultat est considéré comme insatisfaisant. Il est toutefois certain que l'art. 23 LFors ne vaut que pour des rapports internes.

## Cour de droit pénal

Diverses *lois spéciales* (comme par exemple la loi fédérale sur le droit pénal administratif, la loi fédérale sur les produits thérapeutiques et la loi fédérale sur les maisons de jeu) prévoient, pour les contraventions qu'elles sanctionnent, un *délai de prescription de l'action pénale* (selon l'ancien droit) de 5 ans (art. 11 al. 2 DPA, art. 87 al. 5 LPTh, art. 57 al. 2 LMJ). Selon l'art. 333 al. 6 let. b CP, le délai de prescription pour ces contraventions est désormais de 10 ans et ce jusqu'à l'adaptation des lois spéciales au nouveau droit. Cela n'a pas de sens, étant donné que, pour les délits prévus par les mêmes lois, le délai de prescription est, en l'absence de disposition dérogatoire, le délai ordinaire de 7 ans tel que prévu par la nouvelle partie générale du CP. Le Tribunal fédéral a donc décidé que, dans ces cas, les contraventions se prescrivent, selon le nouveau droit, comme les délits, soit dans un délai de 7 ans et non pas de 10 ans (ATF 134 IV 328; arrêt 6B\_374/2008 du 27 novembre 2008).

La *loi fédérale sur l'investigation secrète* – tout comme le futur Code de procédure pénale suisse – ne comporte aucune définition de «l'investigation secrète». Le législateur a en effet renoncé à définir ce concept, celui-ci devant ressortir suffisamment clairement des dispositions légales. Cela ne convainc pas. Les critères de limitation envisageables tels que la durée et la dangerosité de l'intervention ou l'intensité de la tromperie ou de l'implication sont effectivement trop vagues et donc impropres à définir le champ d'application de la loi. Par conséquent, le Tribunal fédéral a décidé, en l'absence d'une réglementation dérogatoire claire dans la LFIS, que toute prise de contact avec un suspect aux fins d'élucidation d'une infraction par un fonctionnaire de police, qui n'est pas reconnaissable comme tel, doit être qualifiée d'investigation secrète au sens de la LFIS et tombe dès lors dans le champ d'application de ladite loi. Si le législateur entendait limiter le champ d'application de la LFIS – et respectivement les dispositions y relatives du futur Code de procédure pénale suisse (art. 286 ss CPP) – à certains actes d'investigation secrète, qui présentent une certaine intensité en raison d'un facteur ou d'un autre, il devrait alors l'explicitier au moyen d'une disposition

légale correspondante qui présenterait à cet effet un champ d'application clairement restreint. Dans ce cas, il faudrait également préciser dans la loi – et respectivement dans les codes de procédures cantonaux et le futur Code de procédure pénale suisse – à quelles conditions et dans quelles circonstances les actes d'investigation secrète qui n'atteignent pas l'intensité décrite seraient licites; en effet, comme chaque acte d'investigation secrète est lié de manière inhérente à une tromperie dans le cadre des contacts formés avec les suspects, les dispositions générales sur les actes d'investigation policière ne suffisent pas comme base légale (ATF 134 IV 266).

### **I<sup>e</sup> Cour de droit social**

L'art. 22 LAA (révision de la rente) ne prend pas en compte l'augmentation échelonnée jusqu'à 64 ans de l'âge de la retraite des femmes et introduite par la 10<sup>e</sup> révision de l'AVS. Il n'y a pas de motif d'exclure une *révision de la rente* LAA pour les femmes avant l'âge de la retraite. Il s'agit manifestement d'un oubli du législateur, qui a justifié une intervention du juge (ATF 134 V 131). Le Conseil fédéral a constaté cette omission et a proposé une nouvelle formulation de l'art. 22 LAA dans son message du 30 mai 2008 (FF 2008 4877) relatif à la modification de la loi fédérale sur l'assurance-accidents (Assurance-accidents et prévention des accidents; organisation et activités accessoires de la CNA).

La question s'est posée de savoir si le droit à une *indemnité journalière*, accordée à des assurés qui avaient été victimes d'un accident et subi de ce fait une incapacité de travail alors qu'ils étaient encore actifs, devait être maintenu au-delà de l'âge ouvrant droit à une rente AVS, même en l'absence d'une perte de gain. Le Tribunal a répondu par l'affirmative à cette question eu égard au fait que l'indemnité est en principe calculée de manière abstraite et que la disparition présumée de la perte de gain n'est pas un motif légal de suppression d'une indemnité journalière en cours (ATF 134 V 392). Cette problématique a été également abordée par le Conseil fédéral

dans son message du 30 mai 2008, dont les propositions vont dans le sens de la jurisprudence fédérale (voir en particulier, FF 2008 4895). A l'avenir, le Conseil fédéral devrait recevoir la compétence d'adopter une réglementation particulière sur la naissance du droit à l'indemnité journalière dans des situations où, concrètement, l'assuré ne subit pas de perte de gain (FF 2008 4895 et 4944).

En dépit du nombre important d'affaires portées devant les tribunaux et des discussions récurrentes à ce sujet en doctrine et dans la jurisprudence (voir la précision apportée par l'ATF 134 V 109), le problème des lésions du rachis cervical par accident de type «coup du lapin», des traumatismes analogues ou des traumatismes cranio-cérébraux sans preuve d'un déficit fonctionnel, consécutivement à un accident, ne trouve à ce jour de solution ni dans la loi ni dans une ordonnance. Une sécurité juridique accrue postulerait que le législateur traite cette question au moyen d'une réglementation spéciale, comme il l'a fait en matière de lésions corporelles assimilées à un accident (art. 6 al. 2 LAA en corrélation avec l'art. 9 OLAA), par exemple sous la forme d'une norme de délégation au Conseil fédéral. On pourrait imaginer le versement de prestations (indemnités journalières) limitées dans le temps ou une indemnisation plus étendue sous la forme d'une indemnité en capital (art. 23 LAA). On peut aussi penser à l'introduction (ou à la réintroduction), en relation avec l'art. 36 LAA (concours de diverses causes du dommage), d'une règle de réduction à l'image de l'ancien art. 91 LAMA (qui a été en vigueur jusqu'à la fin de l'année 1983), selon lequel les prestations en argent subissaient une réduction proportionnelle si la maladie, l'invalidité ou la mort n'étaient qu'en partie l'effet d'un accident assuré. Avec l'entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1984 de la LAA, cette possibilité d'une indemnisation différenciée a été fortement limitée par le nouvel art. 36 LAA (voir notamment ATF 123 V 98 consid. 3d p. 104), ce qui a ouvert la voie au dilemme du «tout ou rien» imposé par les règles sur la causalité adéquate.

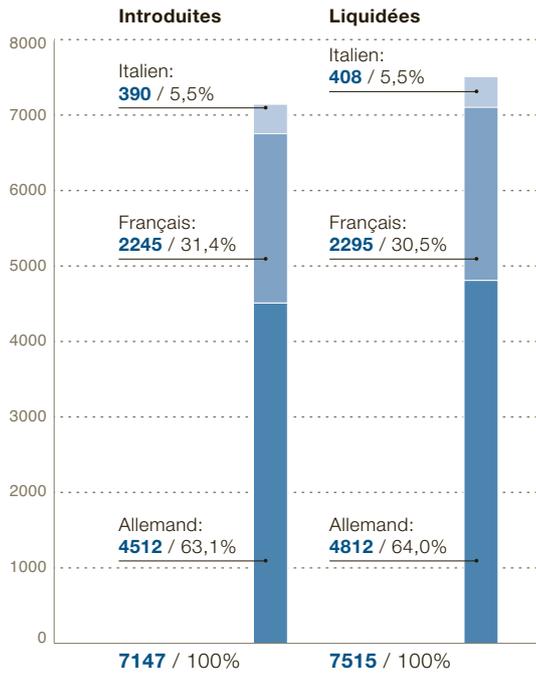


# Nature et nombre des affaires

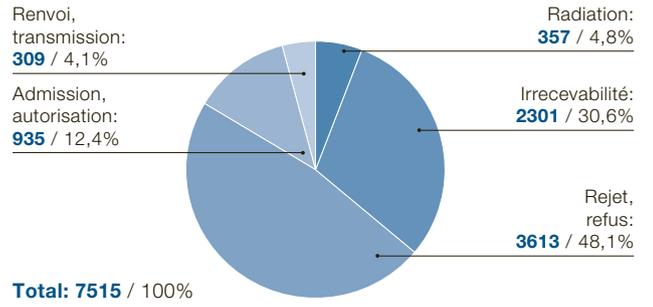
		Affaires						Issue du procès					
		Introduites en 2007	Liquidées en 2007 <sup>1</sup>	Reportées de 2007	Introduites en 2008	Liquidées en 2008	Reportées à 2009	Radiation	Irrecevabilité	Rejet refus	Admission autorisation	Renvoi	Transmission
<b>Contestations de droit public</b>													
<b>Affaires jugées selon l'OJ</b>	Recours de droit public et autres moyens de droit	361	991	24	-	24	-	5	4	10	5	-	-
	Recours de droit administratif et autres moyens de droit	556	2653	226	5	227	4	8	7	122	49	41	-
	Demandes de révision etc.	2	15	1	-	1	-	1	-	-	-	-	-
	<b>Total</b>	<b>919</b>	<b>3659</b>	<b>251</b>	<b>5</b>	<b>252</b>	<b>4</b>	<b>14</b>	<b>11</b>	<b>132</b>	<b>54</b>	<b>41</b>	<b>-</b>
<b>Affaires jugées selon la LTF</b>	Recours en matière de droit public	2988	1421	1565	3640	3746	1459	155	816	2075	440	258	2
	Recours constitutionnels subsidiaires	401	322	79	500	497	82	27	374	71	25	-	-
	Actions	2	1	1	2	1	2	-	1	-	-	-	-
	Demandes de révision etc.	70	53	17	71	76	12	3	37	33	3	-	-
	<b>Total</b>	<b>3461</b>	<b>1797</b>	<b>1662</b>	<b>4213</b>	<b>4320</b>	<b>1555</b>	<b>185</b>	<b>1228</b>	<b>2179</b>	<b>468</b>	<b>258</b>	<b>2</b>
	<b>Total</b>	<b>4380</b>	<b>5456</b>	<b>1913</b>	<b>4218</b>	<b>4572</b>	<b>1559</b>	<b>199</b>	<b>1239</b>	<b>2311</b>	<b>522</b>	<b>299</b>	<b>2</b>
<b>Affaires civiles et recours LP</b>													
<b>Affaires jugées selon l'OJ</b>	Recours en réforme et autres moyens de droit	152	391	28	-	27	1	5	4	12	6	-	-
	Recours LP et autres moyens de droit	19	50	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	Demandes de révision etc.	-	3	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	<b>Total</b>	<b>171</b>	<b>444</b>	<b>28</b>	<b>-</b>	<b>27</b>	<b>1</b>	<b>5</b>	<b>4</b>	<b>12</b>	<b>6</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Affaires jugées selon la LTF</b>	Recours en matière civile	1300	909	391	1474	1467	398	103	522	649	193	-	-
	Demandes de révision etc.	25	18	7	32	36	3	3	10	20	3	-	-
	<b>Total</b>	<b>1325</b>	<b>927</b>	<b>398</b>	<b>1506</b>	<b>1503</b>	<b>401</b>	<b>106</b>	<b>532</b>	<b>669</b>	<b>196</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
	<b>Total</b>	<b>1496</b>	<b>1371</b>	<b>426</b>	<b>1506</b>	<b>1530</b>	<b>402</b>	<b>111</b>	<b>536</b>	<b>681</b>	<b>202</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Affaires pénales</b>													
<b>Affaires jugées selon l'OJ</b>	Pourvois en nullité et autres moyens de droit	146	302	7	1	7	1	-	-	5	2	-	-
	Demandes de révision etc.	-	1	1	-	1	-	1	-	-	-	-	-
	<b>Total</b>	<b>146</b>	<b>303</b>	<b>8</b>	<b>1</b>	<b>8</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>-</b>	<b>5</b>	<b>2</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Affaires jugées selon la LTF</b>	Recours en matière pénale	1140	838	302	1397	1381	318	46	516	603	208	5	3
	Demandes de révision etc.	24	20	4	20	20	4	-	10	10	-	-	-
	<b>Total</b>	<b>1164</b>	<b>858</b>	<b>306</b>	<b>1417</b>	<b>1401</b>	<b>322</b>	<b>46</b>	<b>526</b>	<b>613</b>	<b>208</b>	<b>5</b>	<b>3</b>
	<b>Total</b>	<b>1310</b>	<b>1161</b>	<b>314</b>	<b>1418</b>	<b>1409</b>	<b>323</b>	<b>47</b>	<b>526</b>	<b>618</b>	<b>210</b>	<b>5</b>	<b>3</b>
<b>Autres affaires</b>													
	Juridiction non contentieuse	-	-	-	1	1	-	-	-	-	1	-	-
	Recours en matière de surveillance	6	6	-	4	3	1	-	-	3	-	-	-
	Recours à la commission de recours	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	<b>Total</b>	<b>7</b>	<b>7</b>	<b>-</b>	<b>5</b>	<b>4</b>	<b>1</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>3</b>	<b>1</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Total général</b>		<b>7193</b>	<b>7995</b>	<b>2653</b>	<b>7147</b>	<b>7515</b>	<b>2285</b>	<b>357</b>	<b>2301</b>	<b>3613</b>	<b>935</b>	<b>304</b>	<b>5</b>

<sup>1</sup> Les petites différences avec les chiffres indiqués dans le précédent rapport de gestion sont dues à des modifications ultérieures (jonctions et disjonctions de causes etc.)

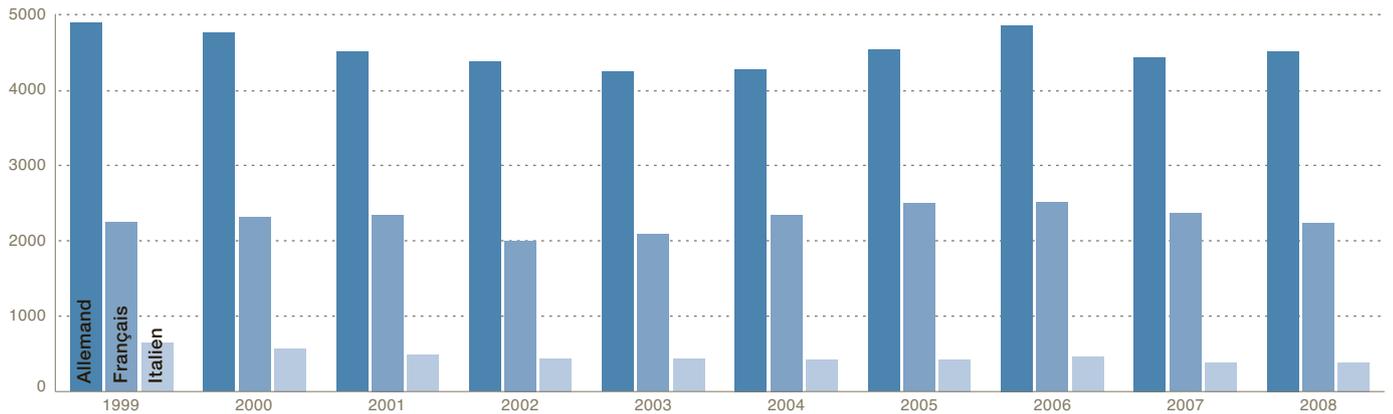
## Affaires par langue en 2008



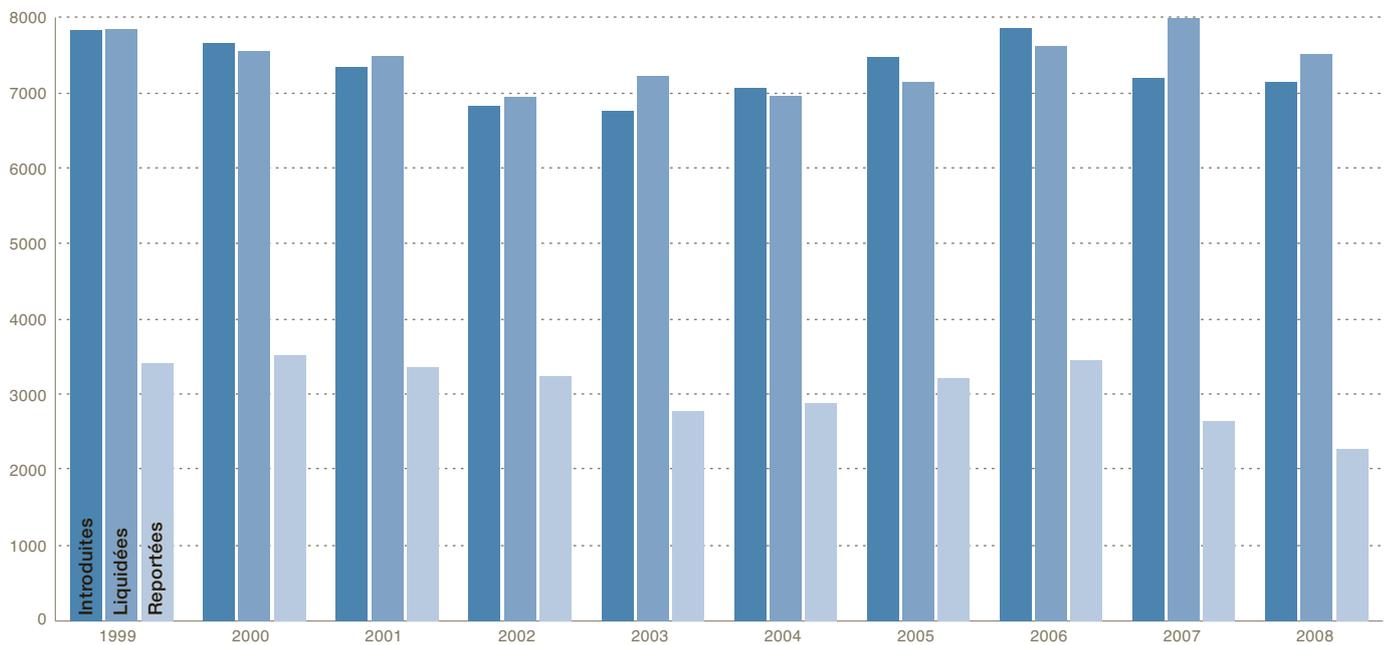
## Modes de liquidation en 2008



## Affaires introduites par langue



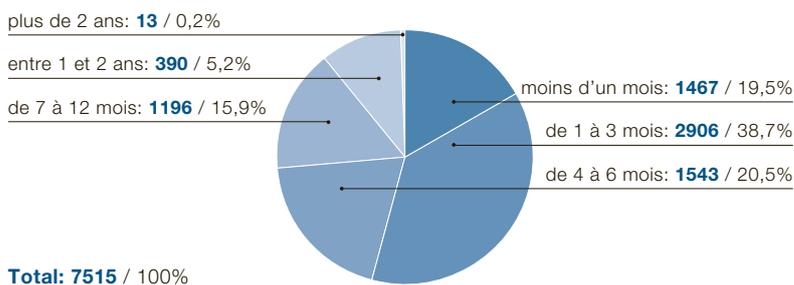
## Affaires introduites, liquidées et reportées



## Durée des affaires

		moins d'un mois	de 1 à 3 mois	de 4 à 6 mois	de 7 à 12 mois	entre 1 et 2 ans	plus de 2 ans	Liquidées au total en 2008
<b>Contestations de droit public</b>								
Affaires jugées selon l'OJ	Recours de droit public et autres moyens de droit	-	1	2	4	11	6	24
	Recours de droit administratif et autres moyens de droit	-	1	7	53	161	5	227
	Demandes de révision etc.	-	-	-	-	1	-	1
	<b>Total</b>	-	2	9	57	173	11	252
Affaires jugées selon la LTF	Recours en matière de droit public	530	1190	922	927	177	-	3746
	Recours constitutionnels subsidiaires	192	262	29	12	2	-	497
	Actions	-	-	1	-	-	-	1
	Demandes de révision etc.	35	31	5	5	-	-	76
<b>Total</b>	<b>757</b>	<b>1483</b>	<b>957</b>	<b>944</b>	<b>179</b>	-	<b>4320</b>	
<b>Total</b>	<b>757</b>	<b>1485</b>	<b>966</b>	<b>1001</b>	<b>352</b>	<b>11</b>	<b>4572</b>	
<b>Affaires civiles et recours LP</b>								
Affaires jugées selon l'OJ	Recours en réforme et autres moyens de droit	-	1	-	8	16	2	27
	<b>Total</b>	-	1	-	8	16	2	27
Affaires jugées selon la LTF	Recours en matière civile	255	807	290	103	12	-	1467
	Demandes de révision etc.	12	18	3	3	-	-	36
	<b>Total</b>	<b>267</b>	<b>825</b>	<b>293</b>	<b>106</b>	<b>12</b>	-	<b>1503</b>
<b>Total</b>	<b>267</b>	<b>826</b>	<b>293</b>	<b>114</b>	<b>28</b>	<b>2</b>	<b>1530</b>	
<b>Affaires pénales</b>								
Affaires jugées selon l'OJ	Pourvois en nullité et autres moyens de droit	-	-	-	3	4	-	7
	Demandes de révision etc.	-	-	-	-	1	-	1
<b>Total</b>	-	-	-	3	5	-	8	
Affaires jugées selon la LTF	Recours en matière pénale	432	583	283	78	5	-	1381
	Demandes de révision etc.	11	9	-	-	-	-	20
<b>Total</b>	<b>443</b>	<b>592</b>	<b>283</b>	<b>78</b>	<b>5</b>	-	<b>1401</b>	
<b>Total</b>	<b>443</b>	<b>592</b>	<b>283</b>	<b>81</b>	<b>10</b>	-	<b>1409</b>	
<b>Autres affaires</b>								
	Juridiction non contentieuse	-	1	-	-	-	-	1
	Recours en matière de surveillance	-	2	1	-	-	-	3
<b>Total</b>	-	<b>3</b>	<b>1</b>	-	-	-	-	<b>4</b>
<b>Total général</b>		<b>1467</b>	<b>2906</b>	<b>1543</b>	<b>1196</b>	<b>390</b>	<b>13</b>	<b>7515</b>

### Durée des affaires



## Durée moyenne et maximale des affaires

		Liquidées					Affaires reportées	
		Durée moyenne en jours			Durée maximale en jours			
		pour la décision	pour la confection	pour le procès	pour la décision	pour la confection	Durée moyenne en jours	Durée maximale en jours
<b>Contestations de droit public</b>								
Affaires jugées selon l'OJ	Recours de droit public et autres moyens de droit	455	58	<b>507</b>	1454	261	–	–
	Recours de droit administratif et autres moyens de droit	400	36	<b>433</b>	843	424	913	1330
	Demandes de révision etc.	596	10	<b>606</b>	596	10	–	–
	<b>Moyenne</b>	<b>406</b>	<b>38</b>	<b>442</b>			<b>913</b>	
Affaires jugées selon la LTF	Recours en matière de droit public	153	16	<b>168</b>	570	350	122	652
	Recours constitutionnels subsidiaires	54	17	<b>66</b>	388	119	56	623
	Actions	128	7	<b>135</b>	128	7	316	505
	Demandes de révision etc.	63	11	<b>75</b>	365	35	96	268
	<b>Moyenne</b>	<b>139</b>	<b>16</b>	<b>154</b>			<b>119</b>	
	<b>Moyenne</b>	<b>158</b>	<b>18</b>	<b>174</b>			<b>121</b>	
<b>Affaires civiles et recours LP</b>								
Affaires jugées selon l'OJ	Recours en réforme et autres moyens de droit	451	51	<b>497</b>	1442	232	756	756
	<b>Moyenne</b>	<b>451</b>	<b>51</b>	<b>497</b>			<b>756</b>	
Affaires jugées selon la LTF	Recours en matière civile	94	33	<b>121</b>	491	181	94	478
	Demandes de révision etc.	65	22	<b>82</b>	273	78	31	58
	<b>Moyenne</b>	<b>93</b>	<b>33</b>	<b>120</b>			<b>94</b>	
	<b>Moyenne</b>	<b>101</b>	<b>34</b>	<b>129</b>			<b>95</b>	
<b>Affaires pénales</b>								
Affaires jugées selon l'OJ	Pourvois en nullité et autres moyens de droit	428	15	<b>442</b>	644	26	316	316
	Demandes de révision etc.	596	10	<b>606</b>	596	10	–	–
	<b>Moyenne</b>	<b>449</b>	<b>14</b>	<b>463</b>			<b>316</b>	
Affaires jugées selon la LTF	Recours en matière pénale	84	12	<b>95</b>	469	173	79	399
	Demandes de révision etc.	37	6	<b>44</b>	90	12	51	71
	<b>Moyenne</b>	<b>83</b>	<b>11</b>	<b>94</b>			<b>79</b>	
	<b>Moyenne</b>	<b>85</b>	<b>11</b>	<b>96</b>			<b>79</b>	
<b>Autres affaires</b>								
	Juridiction non contentieuse	32	9	<b>41</b>	32	9	–	–
	Recours en matière de surveillance	105	4	<b>109</b>	159	8	55	55
	<b>Moyenne</b>	<b>86</b>	<b>4</b>	<b>92</b>			<b>55</b>	
<b>Moyenne totale</b>		<b>133</b>	<b>20</b>	<b>151</b>			<b>110</b>	

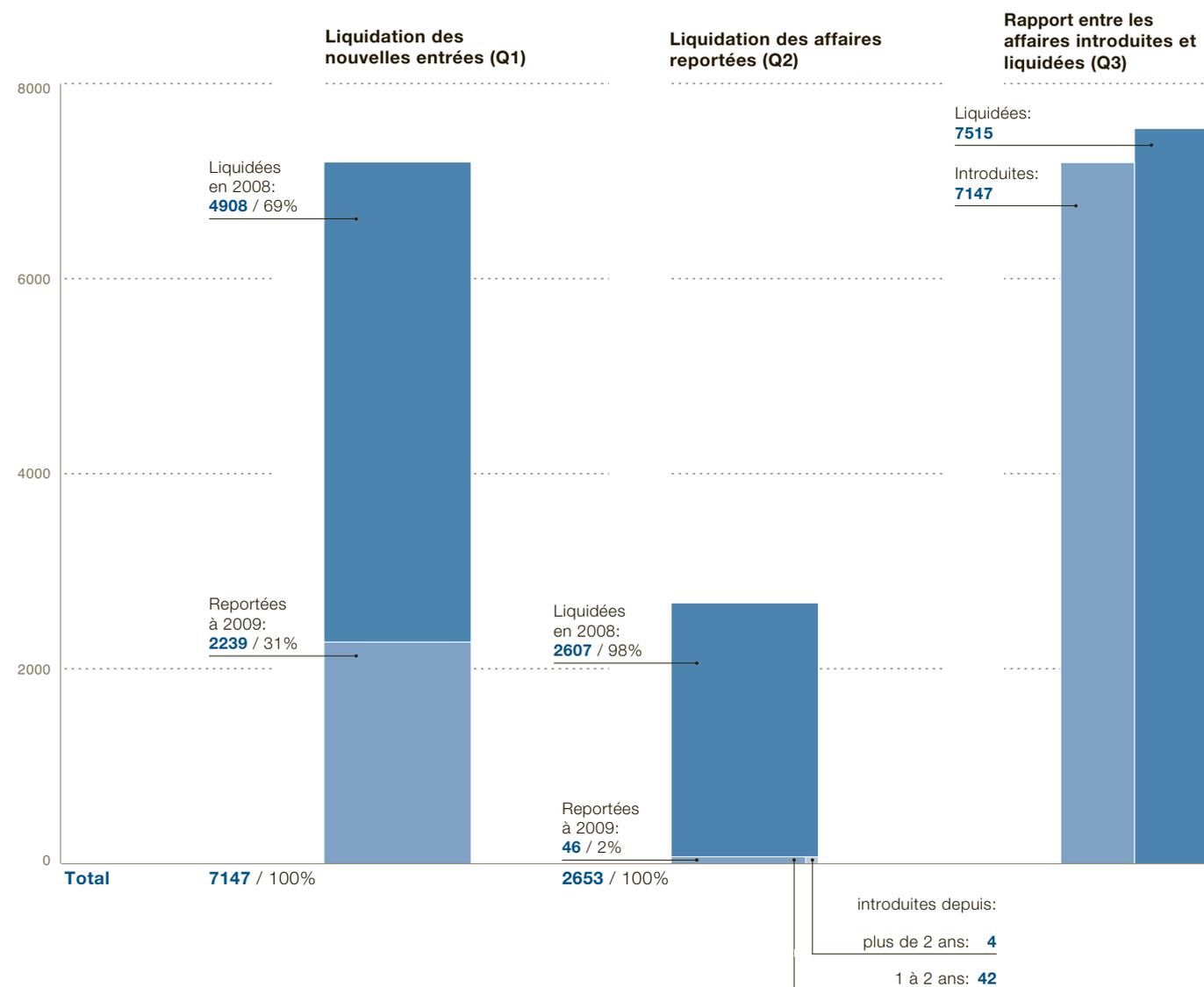
# Quotients de liquidation

## Liquidation des nouvelles entrées (Q1)

## Liquidation des affaires reportées (Q2)

## Rapport entre les affaires introduites et liquidées (Q3)

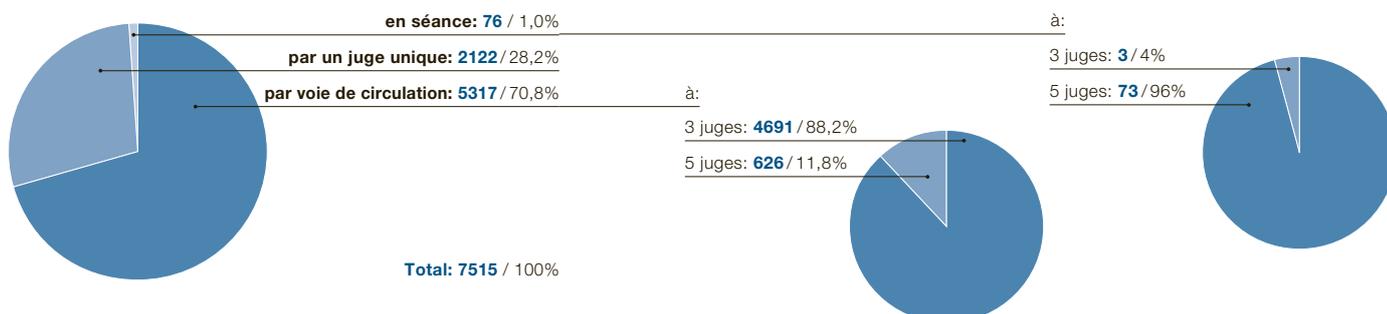
	Liquidation des nouvelles entrées (Q1)			Liquidation des affaires reportées (Q2)			Rapport entre les affaires introduites et liquidées (Q3)	
	Introduites en 2008	dont liquidées en 2008	dont reportées à 2009	Reportées de 2007	dont liquidées en 2008	dont reportées à 2009	Introduites en 2008	Liquidées en 2008
I <sup>re</sup> Cour de droit public	983	695 (71%)	288 (29%)	300	290 (97%)	10 (3%)	983	985 (100%)
II <sup>e</sup> Cour de droit public	1075	731 (68%)	344 (32%)	318	314 (99%)	4 (1%)	1075	1045 (97%)
I <sup>re</sup> Cour de droit civil	763	562 (74%)	201 (26%)	197	189 (96%)	8 (4%)	763	751 (98%)
II <sup>e</sup> Cour de droit civil	1083	851 (79%)	232 (21%)	278	270 (97%)	8 (3%)	1083	1121 (104%)
Cour de droit pénal	1074	792 (74%)	282 (26%)	270	270 (100%)	-	1074	1062 (99%)
I <sup>re</sup> Cour de droit social	1080	625 (58%)	455 (42%)	701	697 (99%)	4 (1%)	1080	1322 (122%)
II <sup>e</sup> Cour de droit social	1084	648 (60%)	436 (40%)	589	577 (98%)	12 (2%)	1084	1225 (113%)
Autres	5	4 (80%)	1 (20%)	-	-	-	5	4 (80%)
<b>Total</b>	<b>7147</b>	<b>4908 (69%)</b>	<b>2239 (31%)</b>	<b>2653</b>	<b>2607 (98%)</b>	<b>46 (2%)</b>	<b>7147</b>	<b>7515</b>



# Modes de liquidation (collège de juges / décision)

		par voie de circulation				en séance		
		par un juge unique	3 juges	5 juges	Total	3 juges	5 juges	Total
<b>Contestations de droit public</b>								
Affaires jugées selon l'OJ	Recours de droit public et autres moyens de droit	1	18	4	22	-	1	1
	Recours de droit administratif et autres moyens de droit	3	172	50	222	-	2	2
	Demandes de révision etc.	1	-	-	-	-	-	-
	<b>Total</b>	<b>5</b>	<b>190</b>	<b>54</b>	<b>244</b>	<b>-</b>	<b>3</b>	<b>3</b>
Affaires jugées selon la LTF	Recours en matière de droit public	761	2672	293	2965	-	20	20
	Recours constitutionnels subsidiaires	374	111	11	122	-	1	1
	Actions	-	1	-	1	-	-	-
	Demandes de révision etc.	8	66	2	68	-	-	-
	<b>Total</b>	<b>1143</b>	<b>2850</b>	<b>306</b>	<b>3156</b>	<b>-</b>	<b>21</b>	<b>21</b>
<b>Total</b>		<b>1148</b>	<b>3040</b>	<b>360</b>	<b>3400</b>	<b>-</b>	<b>24</b>	<b>24</b>
<b>Affaires civiles et recours LP</b>								
Affaires jugées selon l'OJ	Recours en réforme et autres moyens de droit	1	15	11	26	-	-	-
	<b>Total</b>	<b>1</b>	<b>15</b>	<b>11</b>	<b>26</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
Affaires jugées selon la LTF	Recours en matière civile	462	778	186	964	2	39	41
	Demandes de révision etc.	9	23	4	27	-	-	-
	<b>Total</b>	<b>471</b>	<b>801</b>	<b>190</b>	<b>991</b>	<b>2</b>	<b>39</b>	<b>41</b>
<b>Total</b>		<b>472</b>	<b>816</b>	<b>201</b>	<b>1017</b>	<b>2</b>	<b>39</b>	<b>41</b>
<b>Affaires pénales</b>								
Affaires jugées selon l'OJ	Pourvois en nullité et autres moyens de droit	-	6	-	6	-	1	1
	Demandes de révision etc.	1	-	-	-	-	-	-
	<b>Total</b>	<b>1</b>	<b>6</b>	<b>-</b>	<b>6</b>	<b>-</b>	<b>1</b>	<b>1</b>
Affaires jugées selon la LTF	Recours en matière pénale	499	807	65	872	1	9	10
	Demandes de révision etc.	1	19	-	19	-	-	-
	<b>Total</b>	<b>500</b>	<b>826</b>	<b>65</b>	<b>891</b>	<b>1</b>	<b>9</b>	<b>10</b>
<b>Total</b>		<b>501</b>	<b>832</b>	<b>65</b>	<b>897</b>	<b>1</b>	<b>10</b>	<b>11</b>
<b>Autres affaires</b>								
	Juridiction non contentieuse	1	-	-	-	-	-	-
	Recours en matière de surveillance	-	3	-	3	-	-	-
	<b>Total</b>	<b>1</b>	<b>3</b>	<b>-</b>	<b>3</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Total général</b>		<b>2122</b>	<b>4691</b>	<b>626</b>	<b>5317</b>	<b>3</b>	<b>73</b>	<b>76</b>

## Modes de liquidation



## Répartition des affaires entre les sections, par catégories

		Reportées de 2007	Introduites en 2008	Liquidées en 2008	Reportées à 2009
<b>I<sup>re</sup> Cour de droit public</b>					
Affaires jugées selon l'OJ	Recours de droit public et autres moyens de droit	7	–	7	–
	Recours de droit administratif et autres moyens de droit	30	5	34	1
	<b>Total</b>	<b>37</b>	<b>5</b>	<b>41</b>	<b>1</b>
Affaires jugées selon la LTF	Recours en matière de droit public	205	595	551	249
	Recours en matière pénale	47	346	351	42
	Recours constitutionnels subsidiaires	7	9	14	2
	Demandes de révision etc.	4	28	28	4
	<b>Total</b>	<b>263</b>	<b>978</b>	<b>944</b>	<b>297</b>
	<b>Total</b>	<b>300</b>	<b>983</b>	<b>985</b>	<b>298</b>

<b>II<sup>e</sup> Cour de droit public</b>					
Affaires jugées selon l'OJ	Recours de droit public et autres moyens de droit	8	–	8	–
	Recours de droit administratif et autres moyens de droit	25	–	24	1
	<b>Total</b>	<b>33</b>	<b>–</b>	<b>32</b>	<b>1</b>
Affaires jugées selon la LTF	Recours en matière de droit public	251	907	851	307
	Recours constitutionnels subsidiaires	31	152	149	34
	Actions	1	2	1	2
	Demandes de révision etc.	2	14	12	4
	<b>Total</b>	<b>285</b>	<b>1075</b>	<b>1013</b>	<b>347</b>
	<b>Total</b>	<b>318</b>	<b>1075</b>	<b>1045</b>	<b>348</b>

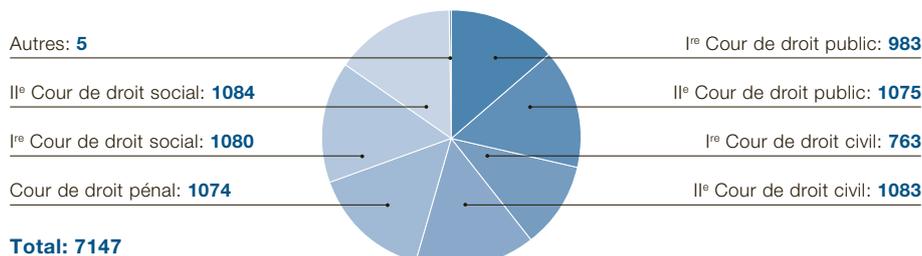
<b>I<sup>re</sup> Cour de droit civil</b>					
Affaires jugées selon l'OJ	Recours en réforme et autres moyens de droit	18	–	17	1
	<b>Total</b>	<b>18</b>	<b>–</b>	<b>17</b>	<b>1</b>
Affaires jugées selon la LTF	Recours en matière civile	158	605	572	191
	Recours constitutionnels subsidiaires	19	142	146	15
	Actions	–	1	–	1
	Demandes de révision etc.	2	15	16	1
	<b>Total</b>	<b>179</b>	<b>763</b>	<b>734</b>	<b>208</b>
	<b>Total</b>	<b>197</b>	<b>763</b>	<b>751</b>	<b>209</b>

<b>II<sup>e</sup> Cour de droit civil</b>					
Affaires jugées selon l'OJ	Recours en réforme et autres moyens de droit	18	–	18	–
	<b>Total</b>	<b>18</b>	<b>–</b>	<b>18</b>	<b>–</b>
Affaires jugées selon la LTF	Recours en matière civile	233	869	895	207
	Recours constitutionnels subsidiaires	22	197	188	31
	Demandes de révision etc.	5	17	20	2
	<b>Total</b>	<b>260</b>	<b>1083</b>	<b>1103</b>	<b>240</b>
	<b>Total</b>	<b>278</b>	<b>1083</b>	<b>1121</b>	<b>240</b>

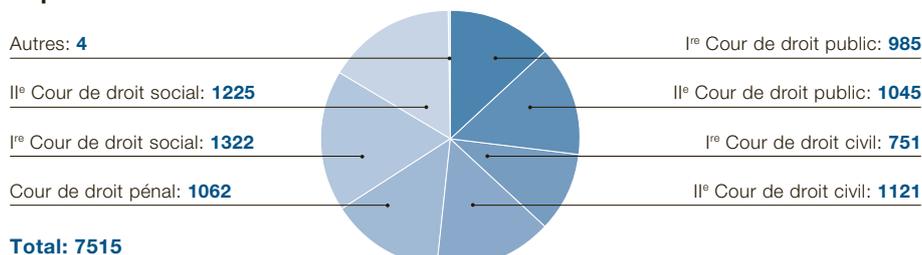
<b>Cour de droit pénal</b>					
Affaires jugées selon l'OJ	Pourvois en nullité et autres moyens de droit	9	1	9	1
	Demandes de révision etc.	2	–	2	–
	<b>Total</b>	<b>11</b>	<b>1</b>	<b>11</b>	<b>1</b>
Affaires jugées selon la LTF	Recours en matière pénale	255	1053	1031	277
	Demandes de révision etc.	4	20	20	4
	<b>Total</b>	<b>259</b>	<b>1073</b>	<b>1051</b>	<b>281</b>
	<b>Total</b>	<b>270</b>	<b>1074</b>	<b>1062</b>	<b>282</b>

		Reportées de 2007	Introduites en 2008	Liquidées en 2008	Reportées à 2009
<b>I<sup>er</sup> Cour de droit social</b>					
Affaires jugées selon l'OJ	Recours de droit administratif et autres moyens de droit	91	-	91	-
	<b>Total</b>	<b>91</b>	<b>-</b>	<b>91</b>	<b>-</b>
Affaires jugées selon la LTF	Recours en matière de droit public	603	1060	1207	456
	Demands de révision etc.	7	20	24	3
	<b>Total</b>	<b>610</b>	<b>1080</b>	<b>1231</b>	<b>459</b>
	<b>Total</b>	<b>701</b>	<b>1080</b>	<b>1322</b>	<b>459</b>
<b>II<sup>e</sup> Cour de droit social</b>					
Affaires jugées selon l'OJ	Recours de droit administratif et autres moyens de droit	79	-	77	2
	<b>Total</b>	<b>79</b>	<b>-</b>	<b>77</b>	<b>2</b>
Affaires jugées selon la LTF	Recours en matière de droit public	506	1075	1136	445
	Demands de révision etc.	4	9	12	1
	<b>Total</b>	<b>510</b>	<b>1084</b>	<b>1148</b>	<b>446</b>
	<b>Total</b>	<b>589</b>	<b>1084</b>	<b>1225</b>	<b>448</b>
<b>Autres</b>					
	Juridiction non contentieuse	-	1	1	-
	Recours à la commission administrative en matière de surveillance	-	4	3	1
	<b>Total</b>	<b>-</b>	<b>5</b>	<b>4</b>	<b>1</b>
<b>Total général</b>		<b>2653</b>	<b>7147</b>	<b>7515</b>	<b>2285</b>

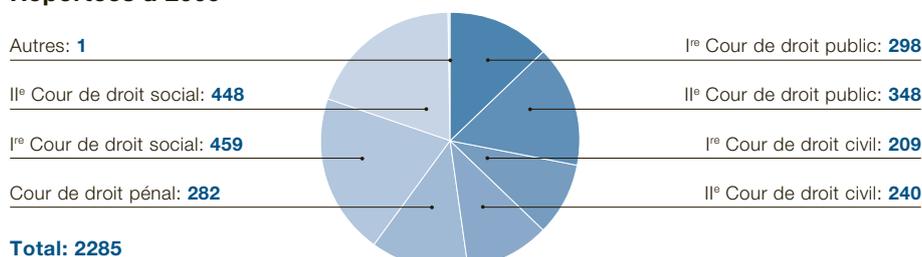
### Introduites en 2008



### Liquidées en 2008



### Reportées à 2009



## Répartition des affaires entre les sections (5 ans)

		Introduites					Liquidées				
		2004	2005	2006	2007	2008	2004	2005	2006	2007	2008
<b>I<sup>re</sup> Cour de droit public</b>											
Affaires jugées selon l'OJ	Recours de droit public et autres moyens de droit	761	921	876	125	-	747	902	870	336	7
	Recours de droit administratif et autres moyens de droit	314	358	292	90	5	306	320	304	204	34
	Demandes de révision etc.	24	13	13	-	-	23	13	14	-	-
<b>Total</b>		<b>1099</b>	<b>1292</b>	<b>1181</b>	<b>215</b>	<b>5</b>	<b>1076</b>	<b>1235</b>	<b>1188</b>	<b>540</b>	<b>41</b>
Affaires jugées selon la LTF	Recours en matière de droit public	-	-	-	463	595	-	-	-	258	551
	Recours en matière pénale	-	-	-	307	346	-	-	-	260	351
	Recours constitutionnels subsidiaires	-	-	-	20	9	-	-	-	13	14
	Demandes de révision etc.	-	-	-	22	28	-	-	-	18	28
<b>Total</b>		<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>812</b>	<b>978</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>549</b>	<b>944</b>
<b>Total</b>		<b>1099</b>	<b>1292</b>	<b>1181</b>	<b>1027</b>	<b>983</b>	<b>1076</b>	<b>1235</b>	<b>1188</b>	<b>1089</b>	<b>985</b>
<b>II<sup>e</sup> Cour de droit public</b>											
Affaires jugées selon l'OJ	Recours de droit public et autres moyens de droit	339	354	340	64	-	293	379	345	182	8
	Recours de droit administratif et autres moyens de droit	749	750	781	129	-	780	699	753	373	24
	Demandes de révision etc.	9	15	15	-	-	10	14	14	2	-
<b>Total</b>		<b>1097</b>	<b>1119</b>	<b>1136</b>	<b>193</b>	<b>-</b>	<b>1083</b>	<b>1092</b>	<b>1112</b>	<b>557</b>	<b>32</b>
Affaires jugées selon la LTF	Recours en matière de droit public	-	-	-	769	907	-	-	-	518	851
	Recours constitutionnels subsidiaires	-	-	-	147	152	-	-	-	116	149
	Actions	-	-	-	2	2	-	-	-	1	1
	Demandes de révision etc.	-	-	-	20	14	-	-	-	18	12
<b>Total</b>		<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>938</b>	<b>1075</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>653</b>	<b>1013</b>
<b>Total</b>		<b>1097</b>	<b>1119</b>	<b>1136</b>	<b>1131</b>	<b>1075</b>	<b>1083</b>	<b>1092</b>	<b>1112</b>	<b>1210</b>	<b>1045</b>
<b>I<sup>re</sup> Cour de droit civil</b>											
Affaires jugées selon l'OJ	Recours en réforme et autres moyens de droit	788	771	802	146	-	713	767	790	406	17
	Demandes de révision etc.	14	13	8	-	-	15	13	9	1	-
<b>Total</b>		<b>802</b>	<b>784</b>	<b>810</b>	<b>146</b>	<b>-</b>	<b>728</b>	<b>780</b>	<b>799</b>	<b>407</b>	<b>17</b>
Affaires jugées selon la LTF	Recours en matière civile	-	-	-	529	605	-	-	-	371	572
	Recours constitutionnels subsidiaires	-	-	-	84	142	-	-	-	65	146
	Actions	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-
	Demandes de révision etc.	-	-	-	12	15	-	-	-	10	16
<b>Total</b>		<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>625</b>	<b>763</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>446</b>	<b>734</b>
<b>Total</b>		<b>802</b>	<b>784</b>	<b>810</b>	<b>771</b>	<b>763</b>	<b>728</b>	<b>780</b>	<b>799</b>	<b>853</b>	<b>751</b>
<b>II<sup>e</sup> Cour de droit civil</b>											
Affaires jugées selon l'OJ	Recours en réforme et autres moyens de droit	772	805	877	118	-	760	742	865	328	18
	Recours LP et autres moyens de droit	251	240	220	19	-	267	227	213	50	-
	Demandes de révision etc.	15	20	23	1	-	14	21	20	4	-
<b>Total</b>		<b>1038</b>	<b>1065</b>	<b>1120</b>	<b>138</b>	<b>-</b>	<b>1041</b>	<b>990</b>	<b>1098</b>	<b>382</b>	<b>18</b>
Affaires jugées selon la LTF	Recours en matière civile	-	-	-	771	869	-	-	-	538	895
	Recours constitutionnels subsidiaires	-	-	-	150	197	-	-	-	128	188
	Demandes de révision etc.	-	-	-	13	17	-	-	-	8	20
<b>Total</b>		<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>934</b>	<b>1083</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>674</b>	<b>1103</b>
<b>Total</b>		<b>1038</b>	<b>1065</b>	<b>1120</b>	<b>1072</b>	<b>1083</b>	<b>1041</b>	<b>990</b>	<b>1098</b>	<b>1056</b>	<b>1121</b>
<b>Cour de droit pénal</b>											
Affaires jugées selon l'OJ	Pourvois en nullité et autres moyens de droit	754	737	953	227	1	727	723	906	494	9
	Demandes de révision etc.	6	9	11	-	-	6	7	10	1	2
<b>Total</b>		<b>760</b>	<b>746</b>	<b>964</b>	<b>227</b>	<b>1</b>	<b>733</b>	<b>730</b>	<b>916</b>	<b>495</b>	<b>11</b>
Affaires jugées selon la LTF	Recours en matière pénale	-	-	-	834	1053	-	-	-	579	1031
	Demandes de révision etc.	-	-	-	24	20	-	-	-	20	20
<b>Total</b>		<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>858</b>	<b>1073</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>599</b>	<b>1051</b>
<b>Total</b>		<b>760</b>	<b>746</b>	<b>964</b>	<b>1085</b>	<b>1074</b>	<b>733</b>	<b>730</b>	<b>916</b>	<b>1094</b>	<b>1062</b>

		Introduites					Liquidées				
		2004	2005	2006	2007	2008	2004	2005	2006	2007	2008
<b>Tribunal fédéral des assurances (jusqu'à 2006)</b>											
Affaires jugées selon l'OJ	Recours de droit administratif et autres moyens de droit	2205	2450	2620	-	-	2203	2292	2484	-	-
	Demandes de révision etc.	28	25	30	-	-	19	28	29	-	-
<b>Total</b>		<b>2233</b>	<b>2475</b>	<b>2650</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>2222</b>	<b>2320</b>	<b>2513</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>I<sup>re</sup> Cour de droit social (dès 2007)</b>											
Affaires jugées selon l'OJ	Recours de droit administratif et autres moyens de droit	-	-	-	163	-	-	-	-	1067	91
	Demandes de révision etc.	-	-	-	-	-	-	-	-	4	-
<b>Total</b>		<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>163</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>1071</b>	<b>91</b>
Affaires jugées selon la LTF	Recours en matière de droit public	-	-	-	835	1060	-	-	-	232	1207
	Demandes de révision etc.	-	-	-	16	20	-	-	-	9	24
<b>Total</b>		<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>851</b>	<b>1080</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>241</b>	<b>1231</b>
<b>Total</b>		<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>1014</b>	<b>1080</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>1312</b>	<b>1322</b>
<b>II<sup>re</sup> Cour de droit social (dès 2007)</b>											
Affaires jugées selon l'OJ	Recours de droit administratif et autres moyens de droit	-	-	-	156	-	-	-	-	947	77
	Demandes de révision etc.	-	-	-	-	-	-	-	-	7	-
<b>Total</b>		<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>156</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>954</b>	<b>77</b>
Affaires jugées selon la LTF	Recours en matière de droit public	-	-	-	918	1075	-	-	-	412	1136
	Demandes de révision etc.	-	-	-	12	9	-	-	-	8	12
<b>Total</b>		<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>930</b>	<b>1084</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>420</b>	<b>1148</b>
<b>Total</b>		<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>1086</b>	<b>1084</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>1374</b>	<b>1225</b>
<b>Autres</b>											
	Juridiction non contentieuse	1	-	-	-	1	1	-	-	-	1
	Recours à la commission administrative en matière de surveillance	-	-	-	6	4	-	-	-	6	3
	Recours à la commission de recours	-	-	-	1	-	-	-	-	1	-
	Autres affaires	33	-	-	-	-	76	-	-	-	-
<b>Total</b>		<b>34</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>7</b>	<b>5</b>	<b>77</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>7</b>	<b>4</b>
<b>Total général</b>		<b>7063</b>	<b>7481</b>	<b>7861</b>	<b>7193</b>	<b>7147</b>	<b>6960</b>	<b>7147</b>	<b>7626</b>	<b>7995</b>	<b>7515</b>

# Affaires liquidées selon les matières

	Recours de droit public etc.	Recours de droit administratif	Autres cas OJ	Recours en matière de droit public	Recours constitutionnels subsidiaires	Autres cas LTF	Révisions etc.	Total
<b>Droit public et administratif</b>								
010.00 Droits déduits des art. 8 et 29 Cst.	-	-	-	2	-	-	1	3
010.90 Autres recours pour violation de l'interdiction de l'arbitraire	-	-	-	1	-	-	-	1
011.00 Liberté personnelle, protection de la sphère privée, dignité humaine sauf recours en matière de détention	-	-	-	2	-	-	-	2
012.00 Liberté de réunion, d'association et liberté syndicale	-	-	-	-	-	-	-	-
013.00 Liberté d'opinion (au sens large) et de religion	-	-	-	4	-	-	-	4
014.00 Droit de cité et droit des étrangers	1	-	1	413	96	-	5	516
015.00 Responsabilité de l'Etat	-	-	-	8	1	1	-	10
016.00 Droits politiques	-	-	-	36	-	-	2	38
017.00 Droit des fonctionnaires	1	1	-	47	3	-	1	53
018.00 Autonomie communale	-	-	-	2	1	-	-	3
019.00 Autres droits fondamentaux	-	-	-	1	-	-	-	1
020.00 Garantie de la propriété	-	1	-	2	-	-	-	3
021.00 Surveillance des fondations	-	1	-	-	-	-	-	1
022.00 Propriété foncière rurale (sans le droit des successions)	-	-	-	-	-	3	-	3
023.00 Acquisition d'immeubles par des personnes à l'étranger	-	-	-	2	-	-	-	2
023.99 Registres publics	-	-	-	-	-	4	-	4
030.00 Procédure civile	2	-	-	-	45	6	-	53
031.00 Procédure pénale	4	-	-	31	-	310	6	351
032.00 Procédure administrative	-	-	-	15	1	-	2	18
033.00 Compétence, garantie du juge du domicile et du juge naturel	-	-	-	5	-	41	3	49
034.00 Exécution forcée	-	-	-	-	-	1	-	1
035.00 Arbitrage	-	-	-	-	1	31	-	32
036.00 Extradition	-	-	-	14	-	-	2	16
037.00 Entraide judiciaire	-	10	-	33	-	-	1	44
038.00 Droit pénal cantonal et droit pénal administratif	-	-	-	-	-	-	-	-
039.99 Ecole, science et recherche	2	-	-	29	17	-	2	50
043.99 Langue, art et culture	-	-	-	-	-	-	-	-
045.99 Protection de la nature, du paysage et des animaux	-	-	-	11	1	-	1	13
050.00 Défense nationale	-	-	-	2	-	-	-	2
060.00 Subventions	-	-	-	4	-	-	-	4
061.00 Douanes	-	1	-	12	-	-	-	13
062.00 Impôts directs	-	10	-	167	10	-	1	188
063.00 Droits de timbre	-	-	-	-	-	-	-	-
064.00 Impôts indirects	-	3	-	51	-	-	1	55
065.00 Impôt anticipé	-	-	-	7	-	-	-	7
066.00 Taxe militaire	-	-	-	3	-	-	-	3
067.00 Double imposition	3	-	-	7	-	-	-	10
068.00 Autres contributions publiques	-	-	-	30	2	-	-	32
069.00 Exonération fiscale et remise d'impôt	-	-	-	2	20	-	-	22
070.00 Aménagement du territoire	4	1	-	65	-	-	-	70
071.00 Remembrement	-	1	-	7	-	-	-	8
072.00 Droit cantonal des constructions	1	-	-	140	-	-	3	144
073.00 Expropriation	-	20	-	9	-	-	-	29
074.00 Energie	-	-	-	1	-	-	-	1
075.00 Routes (y compris circulation routière)	1	-	-	78	-	-	6	85
076.00 Ouvrages publics de la Confédération (planification, construction et fonctionnement)	-	-	-	5	-	-	-	5
077.00 Navigation aérienne (sauf installation)	-	1	-	-	-	-	-	1
078.00 Postes et télécommunications	-	3	-	4	-	-	-	7
079.00 Radio et télévision	-	-	-	11	-	-	-	11
079.90 Santé	-	-	-	2	-	-	1	3

	Recours de droit public etc.	Recours de droit administratif	Autres cas OJ	Recours en matière de droit public	Recours constitutionnels subsidiaires	Autres cas LTF	Révisions etc.	Total
<b>080.00 Professions sanitaires</b>	-	-	-	10	-	-	-	10
<b>081.00 Protection de l'équilibre écologique</b>	-	1	-	33	-	-	2	36
<b>082.00 Lutte contre les maladies</b>	-	-	-	6	-	-	-	6
<b>083.00 Police des denrées alimentaires</b>	-	-	-	1	-	-	-	1
<b>084.00 Législation du travail</b>	-	-	-	5	-	-	-	5
<b>085.00 Assurances sociales</b>								
085.01 Assurance sociale, partie générale	-	-	-	3	-	-	-	3
085.10 Assurance vieillesse et survivants	-	15	-	118	-	-	-	133
085.30 Assurance-invalidité	-	59	-	1050	-	-	14	1123
085.40 Prestations complémentaires à l'AVS/AI	-	3	-	68	-	-	1	72
085.50 Prévoyance professionnelle	-	12	-	136	-	-	2	150
085.70 Assurance-maladie	-	11	-	116	-	-	2	129
085.80 Assurance-accidents	-	59	-	563	-	-	9	631
085.90 Assurance militaire	-	1	-	6	-	-	-	7
085.95 Allocations pour perte de gain et assurance-maternité	-	1	-	1	-	-	-	2
086.00 Allocations familiales et assurance sociale cantonale	-	-	-	6	-	-	-	6
086.20 Assurance-chômage	-	7	-	201	-	-	3	211
<b>Total</b>	-	168	-	2268	-	-	31	2467
<b>087.00 Encouragement à la construction et à l'accession à la propriété</b>	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>088.00 Assistance</b>	-	-	-	75	-	-	5	80
<b>090.00 Economie (droit public à titre subsidiaire)</b>	-	3	-	13	7	-	-	23
<b>091.00 Professions libérales</b>	-	-	-	18	4	-	-	22
<b>092.00 Surveillance des prix</b>	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>093.00 Agriculture</b>	-	-	-	8	-	-	-	8
093.99 Forêts, chasse et pêche	-	-	-	6	-	-	-	6
<b>095.99 Commerce, crédit et assurance privée</b>	-	2	-	31	-	-	-	33
<b>099.00 Commerce extérieur, garantie contre les risques à l'exportation</b>	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Total droit public et administratif</b>	<b>19</b>	<b>227</b>	<b>1</b>	<b>3739</b>	<b>209</b>	<b>397</b>	<b>76</b>	<b>4668</b>

# Affaires liquidées selon les matières

	Recours de droit public etc.	Recours en réforme	Recours LP etc.	Recours en matière civile	Recours constitutionnels subsidiaires	Révisions etc.	Total
<b>Droit privé</b>							
<b>100.01 Droit des personnes</b>							
101.00 Protection de la personnalité	-	1	-	31	4	-	<b>36</b>
102.00 Droit au nom	-	-	-	3	-	-	<b>3</b>
103.00 Associations	-	-	-	2	3	-	<b>5</b>
104.00 Fondations	-	-	-	2	-	-	<b>2</b>
105.00 Autres problèmes	-	-	-	1	-	-	<b>1</b>
<b>Total</b>	<b>-</b>	<b>1</b>	<b>-</b>	<b>39</b>	<b>7</b>	<b>-</b>	<b>47</b>
<b>109.90 Droit de la famille</b>							
110.00 Mariage (y compris nullité du mariage)	-	-	-	-	-	-	<b>-</b>
111.00 Divorce et séparation de corps	1	1	-	176	11	5	<b>194</b>
112.00 Effets du mariage et régimes matrimoniaux	1	-	-	41	3	2	<b>47</b>
113.00 Rapport de filiation	-	-	1	63	4	1	<b>69</b>
114.00 Tutelle	-	2	-	55	-	1	<b>58</b>
115.00 Autres problèmes	-	-	-	71	-	1	<b>72</b>
<b>Total</b>	<b>2</b>	<b>3</b>	<b>1</b>	<b>406</b>	<b>18</b>	<b>10</b>	<b>440</b>
<b>119.90 Droit des successions</b>							
120.00 Les héritiers et les dispositions pour cause de mort	-	-	-	9	-	-	<b>9</b>
121.00 Dévolution de la succession	-	1	-	14	1	-	<b>16</b>
122.00 Partage	1	1	-	14	-	-	<b>16</b>
123.00 Partage succession d'entreprise agricole et de la propriété foncière rurale	-	-	-	-	-	-	<b>-</b>
<b>Total</b>	<b>1</b>	<b>2</b>	<b>-</b>	<b>37</b>	<b>1</b>	<b>-</b>	<b>41</b>
<b>129.90 Droits réels</b>							
130.00 Propriété foncière et propriété mobilière	-	-	-	34	8	-	<b>42</b>
131.00 Servitudes	-	1	-	13	1	-	<b>15</b>
132.00 Gage immobilier et gage mobilier	-	-	-	4	3	-	<b>7</b>
133.00 Possession et registre foncier	-	-	-	13	1	1	<b>15</b>
134.00 Autres problèmes	-	-	-	-	-	-	<b>-</b>
<b>Total</b>	<b>-</b>	<b>1</b>	<b>-</b>	<b>64</b>	<b>13</b>	<b>1</b>	<b>79</b>
<b>139.90 Droit des obligations</b>							
140.00 Vente, échange, donation	-	-	-	31	8	2	<b>41</b>
141.00 Bail et bail à ferme	-	-	-	107	37	6	<b>150</b>
141.10 Prêt à usage (contrat de prêt et prêt de consommation)	-	1	-	27	4	2	<b>34</b>
142.00 Contrat de travail	-	2	-	92	19	3	<b>116</b>
143.00 Contrat d'entreprise	-	1	-	30	6	-	<b>37</b>
144.00 Mandat	-	4	-	71	18	1	<b>94</b>
145.00 Droit des sociétés	-	1	-	35	-	-	<b>36</b>
146.00 Droit des papiers-valeurs	-	-	-	-	-	-	<b>-</b>
147.00 Droit de la responsabilité civile	-	1	-	27	2	1	<b>31</b>
148.00 Autres dispositions du droit des obligations	-	2	-	46	4	1	<b>53</b>
<b>Total</b>	<b>-</b>	<b>12</b>	<b>-</b>	<b>466</b>	<b>98</b>	<b>16</b>	<b>592</b>
<b>150.00 Droit des contrats d'assurances</b>	<b>1</b>	<b>5</b>	<b>-</b>	<b>32</b>	<b>2</b>	<b>-</b>	<b>40</b>
<b>160.00 Responsabilité civile pour chemins de fer, installations électriques, transport par conduite et énergie nucléaire</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>169.90 Propriété intellectuelle et protection des données</b>							
170.00 Protection des marques, du design et des variétés végétales	-	1	-	15	-	-	<b>16</b>
171.00 Brevets d'invention	-	1	-	6	-	-	<b>7</b>
172.00 Droit d'auteur	-	-	-	6	1	-	<b>7</b>
173.00 Protection des données (y compris principe de la transparence)	-	-	-	-	-	-	<b>-</b>
<b>Total</b>	<b>-</b>	<b>2</b>	<b>-</b>	<b>27</b>	<b>1</b>	<b>-</b>	<b>30</b>
<b>175.00 Concurrence déloyale</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>3</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>3</b>
<b>176.00 Droit des cartels</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>2</b>	<b>1</b>	<b>-</b>	<b>3</b>
<b>190.00 Autres dispositions du droit civil</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>200.00 Poursuites pour dettes et faillites</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>-</b>	<b>346</b>	<b>153</b>	<b>7</b>	<b>508</b>
<b>Total droit privé</b>	<b>5</b>	<b>27</b>	<b>1</b>	<b>1422</b>	<b>294</b>	<b>34</b>	<b>1783</b>

	Pourvoi en nullité etc.	Autres cas	Recours en matière pénale	Recours en matière de surveillance	Révisions etc.	Total
<b>Droit pénal</b>						
<b>300.01 Partie générale du CP</b>						
301.00 Fixation de la peine	2	-	56	-	-	<b>58</b>
302.00 Sursis	-	-	33	-	-	<b>33</b>
303.00 Mesures	-	-	17	-	1	<b>18</b>
304.00 Adolescents et jeunes adultes	-	-	-	-	-	-
305.10 Répression	-	-	-	-	-	-
305.20 Renonciation à toute peine	-	-	-	-	-	-
305.30 Prescription	-	-	-	-	-	-
305.40 Contraventions	-	-	-	-	-	-
305.90 Autres problèmes	1	-	232	1	11	<b>245</b>
<b>Total</b>	<b>3</b>	<b>-</b>	<b>338</b>	<b>1</b>	<b>12</b>	<b>354</b>
<b>309.90 Partie spéciale du CP</b>						
310.00 Infractions contre la vie et l'intégrité corporelle	3	-	111	-	-	<b>114</b>
311.00 Infractions contre le patrimoine	-	-	131	-	-	<b>131</b>
311.10 Infractions pénales contre le patrimoine	-	-	128	-	-	<b>128</b>
312.00 Infractions contre l'honneur	-	-	39	-	6	<b>45</b>
313.00 Crimes ou délits contre la liberté	-	-	25	-	1	<b>26</b>
314.00 Infractions contre les mœurs	-	-	56	-	-	<b>56</b>
315.00 Faux dans les titres	-	-	15	-	-	<b>15</b>
316.00 Autres infractions	1	-	85	-	3	<b>89</b>
<b>Total</b>	<b>4</b>	<b>-</b>	<b>462</b>	<b>-</b>	<b>10</b>	<b>476</b>
<b>319.99 Autres lois pénales</b>						
320.00 Dispositions pénales de la LCR	-	-	108	-	-	<b>108</b>
321.00 Dispositions pénales de la loi fédérale sur les stupéfiants	-	-	54	-	-	<b>54</b>
322.00 Dispositions pénales contenues dans d'autres lois fédérales	-	-	21	-	-	<b>21</b>
330.00 Droit pénal administratif	-	-	-	-	-	-
<b>Total</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>183</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>183</b>
<b>339.90 Droit de procédure (cf. chiffre 031. 00)</b>						
<b>349.90 Exécution des peines et des mesures</b>						
350.00 Libération conditionnelle	-	-	5	-	-	<b>5</b>
351.00 Autres problèmes	-	-	42	-	-	<b>42</b>
<b>Total</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>47</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>47</b>
<b>Total droit pénal</b>	<b>7</b>	<b>-</b>	<b>1030</b>	<b>1</b>	<b>22</b>	<b>1060</b>
<b>Autres affaires</b>						
390.00 Recours en matière de surveillance	-	-	-	3	-	<b>3</b>
400.00 Juridiction non contentieuse	-	1	-	-	-	<b>1</b>
<b>Total autres affaires</b>	<b>-</b>	<b>1</b>	<b>-</b>	<b>3</b>	<b>-</b>	<b>4</b>